



Semaine 43 – du 24 au 30 octobre 2011

N° 197

Sommaire

- ▶ Cote d'Ivoire: La mine d'or de Tongon inaugurée-----2
- ▶ Guinée: Mine - Rio Tinto porte à 3 milliards \$ ses investissements (communiqué de presse)-----2
- ▶ Booster le secteur minier avec Rock On Mauritania-----4
- ▶ Vale Q3 profit down 18% on currency-----6
- ▶ MAROC : OCP : les Anglais à l'affût des opportunités -----6
- ▶ Les prix du minerai de fer chutent avec retard mais brutalement-----7

► Côte d'Ivoire: La mine d'or de Tongon inaugurée

Le développement minier de la Côte d'Ivoire initié sous les chefs d'Etat successifs se poursuit avec l'inauguration de la mine d'or de Tongon (sous-préfecture de M'bengué) qui a eu lieu le lundi 24 octobre dernier.

Propriétaire du groupe sud-africain Randgold Ressources, c'est la plus grande mine d'or en Afrique de l'ouest pour un investissement réalisé en pleine crise à hauteur de 200 milliards FCFA, avec une capacité de production de 7 à 8 tonnes par an et une réserve de 90 tonnes.

Pour le représentant des actionnaires, Philippe Lietard, président du conseil d'administration du groupe Randgold, la mine d'or de Tongon est une étape importante qui rapproche le groupe de son but : « construire une entreprise africaine capable de se rapprocher des populations, créer de la richesse et la partager avec l'Etat ».

Dans cette logique, la mine a construit une cité minière, une usine de traitement, ouvert une ligne électrique et une piste d'atterrissage, aménager une retenue d'eau, offert des écoles.

C'est pourquoi le président directeur général exécutif du groupe, Dr Mark Bristow, a salué la détermination de toute l'équipe opérationnelle. Il s'est réjoui des bénéfices que l'Etat tire de cette mine en termes de développement de l'industrie minière.

Le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie, Adama Toungara, s'est lui réjoui de l'ouverture de cette mine qui génère de l'emploi pour les populations locales. Le chef de l'Etat en a profité pour annoncer la révision du code minier pour rendre le secteur plus attractif.

En marge de la cérémonie d'inauguration, le président du Groupement professionnel des miniers de Côte d'Ivoire (GMPCI), Sodjiedo Michel Mian, s'est dit satisfait de l'annonce de la révision du code minier. "La révision de ce texte juridique permettra aux opérateurs que nous sommes, de bien mener nos activités", a-t-il déclaré.

Il a toutefois souhaité l'accélération des procédures administratives afin de faciliter le travail des entreprises évoluant dans ce secteur d'activité. "Nous dirigeons des entreprises soucieuses du bien-être des populations.

Toutes nos activités se font dans le respect des cahiers des charges", a-t-il expliqué, répondant à la question sur le soutien à apporter aux populations locales.

<http://fr.allafrica.com/cotedivoire/>

► Guinée: Mine - Rio Tinto porte à 3 milliards \$ ses investissements (communiqué de presse)

Dans un communiqué publié le 20 octobre 2011, Rio Tinto approuve un investissement supplémentaire de 211 millions US\$ pour le financement d'études et de 1,117 milliard US\$ pour les travaux préliminaires de la prochaine phase du projet de minerai de fer de Simandou en Guinée.

Rio Tinto accélère le développement du projet de minerai de fer Simandou en Guinée en approuvant un financement supplémentaire de 211 millions US\$ pour poursuivre les études et de 1,117 milliard de US\$ pour réaliser les travaux préliminaires urgents et l'achat des matériels lourds qui doivent être commandés dès maintenant. Ce financement permettra au projet de se poursuivre dans la perspective des premières expéditions prévues pour la mi-2015.

La finalisation des accords avec notre partenaire Chalco progresse. Une fois finalisés, ces accords permettront la constitution d'une société commune et la participation progressive de Chalco au projet à hauteur de 1.35 milliard US\$.

La finalisation du cadre d'investissement pour les infrastructures prévue pour début 2012 aura aussi pour conséquence pour l'Etat de devoir contribuer à hauteur de sa part dans les dépenses encourues jusque là pour le projet d'infrastructures.

Sam Walsh, Président Directeur Général de Rio Tinto Iron Ore, a déclaré : "Ce financement témoigne de l'engagement de Rio Tinto de respecter les termes de l'accord transactionnel conclu avec le Gouvernement guinéen en avril dernier et participe à la poursuite du développement rapide des infrastructures sur le territoire guinéen afin de pouvoir faire les premières expéditions de minerais de fer à la mi-2015". "Simandou est le gisement de minerai de fer non exploité le plus connu et l'un des nouveaux grands projets miniers dans le monde. Le développement de cette ressource exceptionnelle

va créer une nouvelle région importante productrice de minerai de fer comparable à celle de Pilbara en Australie."

Le projet progresse maintenant de façon significative avec des travaux de construction déjà bien avancés. Les travaux ont déjà commencé concernant les installations de déchargement maritimes situées près du site portuaire de l'île Kabak, à 50 kms au sud de Conakry, ce qui permettra l'arrivée du matériel lourd destiné aux travaux de construction. Les services de support au projet dans le pays, tels que les services aériens, les camps de base importants et les infrastructures associées progressent également ainsi que les travaux de terrain pour les 650 kilomètres de chemin de fer dans le corridor.

Notes à l'éditeur

La décision d'aujourd'hui porte à 3 milliards US\$ le montant total qui a été dépensé ou engagé dans le projet Simandou, y compris le paiement de 700 millions US\$ de l'accord transactionnel. De ce montant, environ 2 milliards ont été affectés aux dépenses minières et 1 milliard à celles concernant les infrastructures.

Les droits actuels dans le projet Simandou sont détenus par Simfer, filiale du groupe Rio Suite Page 2 sur 3

Tinto dont les actionnaires sont Rio Tinto (95 pour cent) et la Société financière internationale (SFI), membre du groupe Banque mondiale (cinq pour cent). Une fois l'accord de joint venture avec Chalco finalisé, les 95 pour cent détenus par Rio Tinto dans Simfer seront détenus par la nouvelle joint venture. Chalco fera l'acquisition de 47 pour cent dans la nouvelle joint venture en contribuant de façon progressive à hauteur de 1,35 milliard US\$.

Avant la participation du Gouvernement, dès que Chalco aura versé la totalité de la somme de 1,35 milliard US\$, les participations effectives de Rio Tinto et de Chalco dans Simfer s'élèveront respectivement à 50,35 pour cent et 44,65 pour cent. Les cinq pour cent restant seront détenus par la SFI. Conformément à l'accord transactionnel signé en avril 2011, le Gouvernement guinéen est en droit de détenir une participation dans le projet à hauteur de 35 pour cent, dont 15 pour cent à titre gratuit, comme suit :

- A l'octroi des Décrets Présidentiels : 7,5 pour cent de participation à titre gratuit et 10 pour cent de participation sur la base des Coûts Historiques des Activités Minières
- Cinq années à compter de la promulgation des Décrets Présidentiels : 7,5 pour cent supplémentaires de participation à titre gratuit
- Quinze années à compter de la promulgation des Décrets Présidentiels : 5 pour cent de participation avec contribution à part entière à leur valeur marché
- Vingt années à compter de la promulgation des Décrets Présidentiels : 5 pour cent de participation avec contribution à part entière à leur valeur marché.

Au fur et à mesure que le Gouvernement guinéen accroît sa participation dans le projet Simandou, celle des autres actionnaires décroît en proportion. Une nouvelle ligne ferroviaire à travers la Guinée ainsi qu'un nouveau port seront construits pour le transport du minerai de la mine au navire. L'infrastructure sera détenue conjointement par le Gouvernement guinéen et les autres action-

naires dans Simfer, le gouvernement étant en mesure de détenir une participation maximale de 51 pour cent.

Il sera exigé de la part des participants dans la joint-venture d'infrastructures de financer intégralement leur part du coût en capital de l'infrastructure. La nouvelle joint-venture d'infrastructures désignera Simfer comme opérateur pour la ligne de chemin de fer et le port. La ligne ferroviaire sera disponible pour les trains de passagers et de marchandises. Simfer en sa qualité d'opérateur de la joint-venture pourra en outre assurer le transport du minerai d'autres producteurs conformément à un accord commercial.

Simfer aura le statut de client fondateur, et pourra alors conserver la priorité d'utilisation de l'infrastructure. L'infrastructure deviendra la propriété du gouvernement une fois entièrement amortie, après 25 ans mais avant 30 ans. Simfer conservera son statut de client fondateur. Lors du transfert de l'infrastructure du projet au gouvernement, l'Etat mettra la gestion de l'infrastructure en appel d'offre international. Simfer sera l'une des parties invitées à soumissionner. Les droits pour l'accès par Simfer aux infrastructures tiendront compte de son statut de client fondateur. A propos de Rio Tinto

Rio Tinto est un important groupe minier international dont le siège social est situé au Royaume-Uni, regroupant Rio Tinto plc, société inscrite aux Bourses de Londres et de New York, et Rio Tinto Limited, société inscrite à la Bourse d'Australie. Rio Tinto s'occupe de prospection, d'exploitation et de traitement de ressources minérales. Il produit principalement de l'aluminium, du cuivre, des diamants, de l'énergie (charbon et uranium), de l'or et des minéraux industriels (borax, dioxyde de titane, sel) et du minerai de fer. Bien que ses activités soient d'envergure mondiale, Rio Tinto est solidement implanté en Australie et en Amérique du Nord et possède d'importantes entreprises en Amérique du Sud, en Asie, en Europe et en Afrique australe.

<http://www.aminata.com/>

► Booster le secteur minier avec Rock On Mauritania

Le potentiel du secteur minier mauritanien est plus qu'important mais largement sous-exploité. Comme d'autres pays africains dont le sous-sol regorge de richesses. Convaincu du rôle que cette filière peut jouer dans le développement du pays, Idrissa M. Diabira vient de créer Rock on Mauritania, un site web qui entend bousculer les montagnes, non seulement en Mauritanie mais également dans l'ensemble du continent. Idrissa M. Diabira est associé co-fondateur d'Interface Africa, un cabinet dont l'expertise est le montage d'opérations et la levée de fonds en partenariat public-privé dans les secteurs du transport, de l'énergie et des mines en Afrique. Consultant en organisation, il a travaillé dans le cadre de la coopération franco-malienne à Kayes sur le codéveloppement. Interview.

Afrik.com: vous venez de créer un nouveau site, Rock on Mauritania. Pouvez vous nous le présenter?

Idrissa M. Diabira : **Rock On Mauritania** est un site sur le secteur minier en Mauritanie et plus généralement sur l'économie. Il entend donner des clés de compréhension d'une industrie complexe et globale. Elle implique de acteurs variés - firmes multinationales, États, actionnaires, citoyens, etc. sur fond d'échanges très financiarisés et d'intérêts parfois **contradictaires**. **Rock on Mauritania** propose d'en suivre différentes facettes : financières, techniques, économiques, sociales, fiscales, sécuritaires, etc. Nous voulons que les décideurs, les citoyens et les investisseurs puissent être mieux formés et informés. Le site est conçu d'abord pour rapporter des faits nationaux et internationaux via des brèves, de la revue de presse ou des reportages ensuite pour les comprendre, les comparer et les expliquer via des opinions, des analyses, des interviews et des enquêtes en particulier le dossier du mois enfin pour les commenter à travers l'éditorial. Nous voulons faciliter les recherches d'informations sur le secteur minier, ses opportunités d'affaires et d'emplois, ses potentialités et le climat des affaires mais également sur ses acteurs clés au sens large grâce à un Who's Who prochainement fonctionnel. Notre ambition est de secouer - rock en anglais - la léthargie ambiante en

Afrique et en Mauritanie sur les questions économiques. Elles sont absentes du débat démocratique alors qu'elles régissent le quotidien de chacun. Secouer tout en étant constructif car nous avons une confiance inébranlable en l'avenir. "Rock on !" est littéralement une invitation à poursuivre ce qui se fait de bien. Nous la lançons à la Mauritanie, aux Mauritaniens et à leurs partenaires. Tout n'est pas à jeter, mais notre regard doit changer.

Afrik.com : La Mauritanie est un pays minier et pourtant le pays reste sous-développé ? Le secteur est-il insuffisamment exploité ?

Idrissa M. Diabira : Les intérêts, les priorités des acteurs peuvent diverger dans ce secteur symbole d'une mondialisation fascinante dans ses opportunités mais n'affichant souvent que la violence de ses inégalités. La Mauritanie illustre trop bien ce paradoxe. L'État a une priorité à laquelle il doit rallier les autres parties prenantes, un devoir même vis-à-vis de ses citoyens : conduire le pays dans un processus de développement durable. Et là je dirais que tous les moyens sont bons pour y arriver mais les « recettes » ne sont pas infinies et l'industrialisation de l'économie est la plus connue. En fait, qu'importe le secteur pourvu qu'il puisse être un moteur de croissance. Très grossièrement, la nécessité est d'essayer d'en profiter pour : progresser dans la chaîne de valeur du produit, favoriser la création d'entreprises et d'activités industrielles secondaires, investir dans les « basic économique infrastructure », se diversifier en produisant d'autres formes de capital, le capital humain notamment, grâce à des revenus et des taxes équitables générés par l'exploitation de son capital naturel. Malheureusement beaucoup de pays africains, bien que naturellement richement dotés n'y sont pas parvenus malgré l'exploitation intensive de leurs richesses. Ce paradoxe porte d'ailleurs un nom : le mal hollandais ou « dutch disease ». Il traduit les effets pervers de l'exportation massive de ressources naturelles précieuses (pétrole, or, fer, diamant, etc.) sur l'industrie manufacturière locale du pays. On peut dire que la Mauritanie connaît ce mal au regard de deux ressources qui demeurent de potentiels leviers de développement : le minerai de fer et les ressources halieutiques. Ces dernières sont les plus riches au monde, elles sont fortement menacées car surexploitées. La production de **20 000 tonnes en 1980 avoisine les 200 000** par an aujourd'hui. Elle est essentiellement industrielle par et/ou pour l'Europe et l'Asie. Le corollaire : le poisson ne touche pas le sol mauritanien et le mal hollandais s'illustre par du poisson pas si accessible ou des boîtes de sardine mauritaniennes mais estampillées Maroc ou Espagne. Le fer a lui été la colonne vertébrale de la construction de la Mauritanie, allant jusqu'à représenté 25% du PIB dans les années **70**. Mais les défis que j'évoquais n'ont pas pu ou su être relevé du fait de : l'effondrement du prix des matières premières, la crise de la dette et de la mobilisation de ressources financières, l'absence d'anticipation, la corruption et la mal gouvernance. Ce n'est pas donc pas l'insuffisance d'exploitation d'un secteur qui est en cause dans le sous-développement mais l'utilisation des fruits perçus par cette exploitation.

"Notre ambition est de secouer - rock en anglais - la léthargie ambiante en Afrique et en Mauritanie sur les questions économiques".

Afrik.com : Dans quelle mesure ce secteur peut participer au développement du pays ?

Idrissa M. Diabira : Il n'y a pas de fatalité au « dutch disease ». Quand on n'a pas le choix face aux difficultés et inégalités et bien... il faut être plus travailleur, plus sérieux et plus imaginatif pour réussir. Il y a quelques décennies les pays d'Asie étaient sous-développés, le Ghana n'avait aucune compétence dans le secteur minier, le Botswana, riche en diamant, était l'un des plus pauvres au monde. Aujourd'hui, les premiers tirent l'économie mondiale, le deuxième exporte jusqu'en Mauritanie ses foreurs et géologues quant au dernier il est un des rares à être sorti du groupe des PMA en étant un vrai modèle africain de réussite économique grâce à une vision et une bonne gouvernance. La Mauritanie peut s'inspirer de ces pays et écrire sa propre success story. Le boom minier est une réalité depuis quelques années, les réformes législatives ont permis d'attirer des investissements privés pour découvrir et exploiter de nouveaux gisements. La diversification du secteur (fer, or, cuivre, pétrole et gaz) est effective. En 2010, le secteur représentait 12,5% du PIB et 75% des exportations. L'exploitation aurifère pourtant récente de Tasiast par le canadien Kinross Gold permet à la Mauritanie de disposer de l'un des plus grands gisements à ciel ouvert en ressource et réserve

en Afrique de l'ouest et bientôt au monde. Les cours des matières premières devraient rester élevés, si les contrats et la répartition des revenus sont équitables et transparents, la Mauritanie va bientôt être admise à l'ITIE (Initiative et Transparence des Industries Extractives), que la stabilité politique demeure et que le pilotage du secteur soit réel alors les principaux indicateurs seront au vert pour inscrire le pays dans le processus de développement durable que je décrivais. Et cette troisième opportunité d'exploitation du capital naturel, riche des leçons passées sera la bonne.

Afrik.com : Quelles sont les faiblesses de ce secteur (manque de main d'œuvre qualifié, manque de financement, etc...)

Idrissa M. Diabira : Plutôt que des faiblesses ce sont les besoins pour que ce secteur soit le levier de développement. Je dirais comme souvent : une vision et des actions. Les deux principaux ingrédients dit Nelson Mandela pour changer profondément les choses. Le reste, notamment l'argent pour les investissements se trouve avec patience, méthode et imagination. Un autre ingrédient nécessaire est la promotion, celle de la Mauritanie, de ses potentialités et ses atouts. Et il me faut dire un mot sur l'un deux, le principal selon moi : la SNIM (Société Nationale d'Industrie Minière). C'est une institution d'un demi-siècle qui bon gré mal gré a su s'adapter au défi du secteur. Elle est l'exemple qu'en Mauritanie il se produit de l'excellence et les cadres et responsables issus de cette école sont nombreux et en responsabilité, il faut s'en féliciter. C'est un aspect capital. Un État ne se développe que grâce aux compétences des hommes qu'elle produit, le pays peut et doit en produire davantage. Car c'est eux qui l'inscriront ou non sur le chemin de l'histoire. La Mauritanie, j'en suis convaincu, saura écrire la sienne.

SOURCE :AFRIK.COM

► Vale Q3 profit down 18% on currency

Brazilian mining giant Vale said on Wednesday its third quarter profit dropped 18% from the year earlier, as a tumbling local currency and derivatives losses offset higher revenues from iron ore sales.

The world's top iron ore miner's profit reached \$4.94-billion, well short of analysts' median estimate of \$6.49-billion in a Reuters poll.

The company expects the market for iron ore to remain hot, despite the recent tumble in prices spurred by softening demand from China.

Vale said adjusted EBITDA, or earnings before interest, taxes, depreciation and amortization, rose 9% to reach \$9.63-billion, compared with a median forecast of \$10.38-billion as a result of higher iron prices and stronger volumes.

Production of iron ore rose 6% from the year earlier to 88-million tonnes, while nickel output rose 30% in the same period to 58 000 t.

Edited by: Reuters

► MAROC : OCP : les Anglais à l'affût des opportunités

L'**UK Trade & Investment**, l'organisme britannique de promotion des affaires à l'étranger, attire l'attention ces jours-ci sur l'important programme d'investissement, de plus de 9 milliards d'euros, de l'**Office chérifien des phosphates** (OCP). La compagnie vient de boucler un emprunt obligataire - une première - de 175 millions d'euros, sursouscrit à hauteur d'1,2 milliard d'euros ! Or, cette somme contribuera justement au programme d'expansion, sur dix ans, qui porte sur la modernisation des mines de *Khouribga* et de *Benguerir* (2,2 milliards d'euros - un appel d'offres ciblant spécifiquement des opérations de décapage et de retrait de stériles à *Benguerir* vient d'être lancé, voir **AMI n°252**) ; sur l'installation de nouvelles usines de chimie (3.5 milliards d'euros) ; et sur le développement du

hub phosphatier à Jorf Lasfar (1,2 milliard d'euros) et d'autres infrastructures, tel que le pipeline d'évacuation du minerai (500 millions d'euros).

Première entreprise industrielle du Maroc, l'OCP est l'un des leaders mondiaux sur le marché du phosphate et de ses produits dérivés. Le groupe est le premier exportateur de phosphate brut et d'acide phosphorique dans le monde, et l'un des principaux exportateurs d'engrais phosphatés. Il surfe actuellement sur la hausse de la demande d'engrais consécutive à l'envolée de la demande des produits agricoles, et cible une augmentation de sa production de 66%, à 50 millions de tonnes par an, ces cinq prochaines années.

<http://www.africaintelligence.fr>

► Les prix du minerai de fer chutent avec retard mais brutalement

Le minerai de fer est touché à son tour par le mouvement de baisse des prix des matières premières. Une chute brutale de -20% par rapport au pic de début septembre.

Depuis le mois d'août, début de la dégringolade des cours des matières premières, les prix du minerai de fer avait gardé une santé insolente contrairement aux autres métaux de base. Le cuivre s'était instantanément effondré car c'est le métal qui reflète par excellence la conjoncture économique et avant tout l'humeur des investisseurs. Le maintien des prix du fer à des niveaux historiquement élevés laissait penser que l'économie réelle, en tout cas en Chine, n'était pas affectée par les problèmes financiers de l'Europe ou par le ralentissement américain.

C'est désormais du passé. Depuis quelques semaines, les aciéristes chinois, premiers consommateurs de minerai de fer de la planète, ont ralenti le rythme de leur production pour enrayer la chute des prix des barres d'acier moins demandées, alors que le bâtiment ou la construction ferroviaire marquent le pas. Il s'agit d'un phénomène aggravé par les difficultés des entreprises à obtenir des crédits. Des fourneaux ont donc été immobilisés par les aciéristes chinois, qui ont reporté, voire carrément annulé leurs livraisons de minerai de fer, préférant puiser dans leurs réserves. Il en résulte que le prix du fer à l'entrée des ports chinois a connu une chute brutale au cours des deux dernières semaines. Encore à un pic historique de 180 dollars au début du mois de septembre, le prix de la tonne de minerai de fer est repassé sous le seuil des 150 dollars sur le marché spot, son plus bas niveau de l'année.

Le plus grand producteur mondial de fer, le Brésilien Vale, s'est adapté. Il a déjà annoncé qu'il reverrait le prix de ses contrats trimestriels ; initialement basés sur la moyenne des prix spot du trimestre précédent, très élevés, les contrats vont tenir compte de la chute actuelle des prix spot, quitte à être corrigés en fin de période. Les deux autres concurrents anglo-australiens, BHP et Rio Tinto, n'ont pas d'autre choix que de s'aligner s'ils veulent conserver leur part de marché. L'Australie, dont le premier produit d'exportation est le fer, et qui vend 70% de son minerai à la Chine, craint déjà les répercussions sur sa monnaie : la valeur du dollar australien pourrait fondre de 10% par rapport au dollar américain d'ici la fin de l'année.

<http://www.rfi.fr>